POUR NOS SALAIRES ET NOS CONDITIONS DE TRAVAIL...

TOUS ET TOUTES,GAGNONSLA GRÈVE DU 5 NOVEMBRE

UN MANQUE PERMANENT ET RÉCURRENT DE MOYENS...

UNE ÉCOLE ORGANISÉE DANS LA PÉNURIE

3256 postes d'enseignement supprimés en cette rentrée et qui s'ajoutent aux précédentes suppressions alors que les effectifs d'élèves ont augmenté depuis 2017. **La « déprise démographique » est le prétexte récurrent pour les gouvernements pour supprimer des postes** alors que le manque de personnels est à déplorer tous les ans. **La baisse démographique doit permettre de diminuer les effectifs/classes** et non de faire des économies.

Classes sans enseignant·e, contractuel·les précarisé·es puis licencié·es, AEd et AESH en nombre insuffisant : c'est toujours « faire plus avec moins ». Cette pénurie de personnels touchent indifféremment les services administratifs, techniques, sociaux et de santé... **Une politique d'austérité aveugle qui pénalise tout le système**.



DES CONDITIONS DE TRAVAIL TOUJOURS PLUS DÉGRADÉES



Locaux surchauffés l'été, mal isolés l'hiver, jamais rénovés « faute de budget », mais surtout de volonté politique...

Et depuis cet été, **l'insécurité numérique** s'ajoute à la liste : la cyberattaque du groupe ZeroBytes a exfiltré 43 Go de données et bloqué SIECLE, I-Prof, Onde dans plusieurs académies à quelques jours de la rentrée. L'institution numérise à marche forcée, mais reste incapable de protéger nos données et celles des élèves. Et ce n'est pas à eux·elles d'en subir les conséquences. **Quand on pense avoir touché le fond niveau conditions de travail, le ministère creuse encore... contre nous !**

SALAIRES EN BERNE, MANQUE DE PERSONNEL, BÂTIMENTS INADAPTÉS, OUTILS NUMÉRIQUES QUI LÂCHENT...
UNE SEULE ET MÊME POLITIQUE D'AUSTÉRITÉ FRAPPE L'ÉCOLE ET CELLES ET CEUX QUI LA FONT VIVRE.



- L'AUGMENTATIONIMMÉDIATE DUPOINT D'INDICED'AUMOINS10 %,INDEXÉ SUR L'INFLATION
- 400 € IMMÉDIATEMENT POUR TOU·TES, UNE GRILLE DÉBUTANT À DEUX FOIS LE SMIC BRUT
- UN PLAN DE RATTRAPAGE DES PERTES SALARIALES DEPUIS 2000
- UNE VRAIE REVALORISATION DES GRILLES INDICIAIRES, SANS PASSER PAR LES PRIMES NI LES HEURES SUP
- GAGNER L'ÉGALITÉ SALARIALE FEMME/HOMME
- UN BUDGET À LA HAUTEUR : ARRÊT DES SUPPRESSIONS DE POSTES, CRÉATIONS DE POSTES D'ENSEIGNANT·ES, CPE, AED, AESH
- DES LOCAUX RÉNOVÉS ET ADAPTÉS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE
- UNE VRAIE SÉCURISATION DES DONNÉES NUMÉRIQUES DE L'ÉDUCATION NATIONALE
- LA TITULARISATION DE TOU·TES LES CONTRACTUEL·LES SANS CONDITION DE CONCOURS OU NATIONALITÉ
- LE RETOUR DE LA RETRAITE À 60 ANS

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE LE 5 NOVEMBRE ET EN AG POUR PREPARER LES SUITES
IMPOSONS UNE AUTRE POLITIQUE POUR LES SALAIRES ET POUR L'ÉCOLE

CGT Éduc'action Tarn

Maison des Syndicats, Place du Premier Mai
81 100 Castres

Tél : 06.52.37.10.89

81@cgteduc.fr

@CGTEduc'action Tarn

@CGTeductarn

@CGTeduc.fr

TARN

POUR NOS SALAIRES ET NOS CONDITIONS DE TRAVAIL…

TOUS ET TOUTES, GAGNONS LA GRÈVE DU 5 NOVEMBRE

REFUSONS L'AUSTÉRITÉ ET EXIGEONS DES MOYENS POUR L'ÉDUCATION

LA CGT ÉDUC'ACTION, LE SYNDICAT DE TOUS LES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION NATIONALE

La mobilisation lycéenne et étudiante a su, depuis plusieurs semaines, s'organiser collectivement pour faire entendre ses revendications. Acculé, le gouvernement n'a eu d'autres choix que de lâcher quelques annonces qui restent à ce stade extrêmement floues et pas à la hauteur des enjeux. Les organisations de jeunesse ont décidé de rejoindre la journée de grève et mobilisation interprofessionnelle du 5 novembre 2026 pour les salaires et pour un autre budget. Alors que le projet de budget tourne le dos à la jeunesse et à ses revendications légitimes, nous devons dénoncer les choix politiques de gouvernement : les aides publiques aux entreprises atteignent plus de 200 milliards d'euros par an. Dans notre secteur, nous devons maintenir la pression afin d'obtenir un autre budget pour l'Éducation et la fin de sa précarité organisée.



SALAIRES, NOS RÉMUNÉRATIONS DÉVISSENT…

Le point d'indice (la base de nos rémunérations) n'étant plus indexé sur l'inflation, il a perdu 32,1 % de sa valeur depuis 2000 et 15,62 % depuis 2017.

Depuis 2023, la perte moyenne est de 112 €/mois en catégorie C, 142 € en cat B et 216 € en cat A. Résultat : 862 000 agent·es, dont de nombreux personnels précaires de l'Éducation (AESH, AED, catégorie C…), doivent toucher une indemnité différentielle pour atteindre le SMIC.

Cette politique est parfaitement assumée par les différents gouvernements, sur le dos de l'austérité et de la diminution de la dette publique. **Pourtant l'argent existe** : 211 milliards d'€ sont versés chaque année aux entreprises sans aucune contrepartie.

3000€/MOIS ? LE MINISTÈRE SE MOQUE DE NOUS…



La DEPP a communiqué cet été sur le salaire moyen des enseignant·es qui serait de 3 090 € net/mois en moyenne. **Le calcul est biaisé** car il englobe toutes les primes et indemnités, inégalitaires et non retenues pour le calcul des retraites… Méthode contestable d'autant plus qu'elle change chaque année pour profiter à l'affichage ministériel… et qui exclut les contractuel·les (2 130 € en moyenne, eux aussi payés en points d'indice) tout en masquant le décrochage du début de carrière.

RAPPEL

Un·e stagiaire touchait plus de deux fois le SMIC dans les années 1980 et à peine le SMIC aujourd'hui.

900 € de moins par mois que les autres cat. A. Ce chiffre de communication ne change rien à nos fins de mois.

